

ARTICLE 3.- Avant le démarrage de l'exploitation des silex, O.RING-TECHNOLOGIES SARL réalisera à ses frais une étude d'impact environnemental et social, conformément au Code de l'environnement et aux décrets et arrêtés y afférents.

ARTICLE 4.- O.RING-TECHNOLOGIES SARL conviendra avec les ICS des zones d'implantation de ses installations, des itinéraires suivis par les camions et engins, ainsi que des zones de dépôt des sous-produits du traitement.

O.RING-TECHNOLOGIES SARL respectera les règles de l'art et de sécurité, notamment pour éviter des éboulements, maintenir la propreté générale du site, ainsi que l'intégralité des installations utilisées par les ICS notamment les canalisations d'eau ou de schlamms, les digues de bassins, les installations électriques...

ARTICLE 5.- L'autorisation d'exploitation de silex est accordée pour une durée de cinq (5) ans à compter de la date de signature du présent arrêté. Elle est renouvelée dans les mêmes formes pour une période de cinq ans à chaque fois.

ARTICLE 6.- O.RING-TECHNOLOGIES SARL est assujettie, après notification de l'arrêté portant autorisation d'exploitation de silex, au paiement d'un montant de deux millions cinq cent mille (2 500 000) francs CFA représentant les droits fixes.

A chaque renouvellement, O.RING-TECHNOLOGIES SARL verse à la caisse intermédiaire des recettes du Service Régional des Mines et de la Géologie de Thiès, les droits fixes exigibles.

ARTICLE 7.- O.RING-TECHNOLOGIES SARL verse à la caisse intermédiaire de recettes du Service Régional des Mines et de la Géologie de Thiès, une redevance minière trimestrielle au taux de quatre pour cent (4%) de la valeur marchande du produit concassé.

Le règlement de la redevance minière doit se faire dans un délai de quarante cinq (45) jours à compter de la date d'émission du bulletin de liquidation par le Chef du Service Régional des Mines et de la Géologie de Thiès.

ARTICLE 8.- O.RING-TECHNOLOGIES SARL est soumise aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la préservation de l'environnement, à l'urbanisme, aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes et à la protection du patrimoine forestier.

O.RING-TECHNOLOGIES SARL est tenue de procéder à la réhabilitation des terrains après exploitation.

ARTICLE 9.- L'autorisation d'exploiter le silex tout comme celle d'ouverture et d'exploitation de carrière privée peut être à tout moment retirée, après mise en demeure, par le Ministre chargé des Mines pour l'un des motifs suivants :

- violation grave des dispositions de la réglementation minière ;
- non versement des droits ou redevances minières exigibles ;
- non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement et à la préservation du patrimoine archéologique et forestier ;
- non démarrage des travaux, six (6) mois après la notification de l'arrêté d'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière privée sans motif valable ;
- abandon de l'exploitation durant une (1) année sans motif valable ;
- manquement grave aux règles d'hygiène et de sécurité du travail.

ARTICLE 10.- La zone des silex à exploiter est protégée aux points dangereux par tout moyen de clôture offrant des conditions suffisantes de sûreté et de solidité (fil de fer barbelé, merlon, etc...).

ARTICLE 11.- La Direction technique de l'exploitation sera assurée par un Chef de chantier dont le nom sera porté à la connaissance de l'administration minière notamment la Direction des Mines et de la Géologie et enregistré par le Service régional des Mines et de la Géologie de Thiès.

Le Chef de chantier sera responsable de l'application des prescriptions décrites par le Code minier et son décret d'application sur la sécurité et l'hygiène dans la carrière.

ARTICLE 12.- Le Chef de chantier devra être en mesure de présenter à toute réquisition des agents de l'administration minière, le cahier d'extraction sur lequel devront être portées notamment les quantités extraites quotidiennement.

Les rapports mensuels et annuels seront établis et expédiés suivant les spécifications de la Direction des Mines et de la Géologie.

ARTICLE 13.- A cette autorisation, est annexé un cahier de charges signé entre l'Administration des mines compétente et la société O.RING-TECHNOLOGIES SARL, conformément aux dispositions de l'article 67 de la loi n°2016-32 du 8 novembre 2016 portant Code minier.

ARTICLE 14.- Le Gouverneur de la région de Thiès, le Directeur des Mines et de la Géologie et le Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

Fait à Dakar, le



Aly Ngouille NDIAYE

Ampliations :

- SGPR 1
- SGG 1
- MIM 1
- MEF 1
- M. Intérieur 1
- Gouverneur /Thiès 1
- DMG 3
- DPPM 1
- DCSOM 1
- D. Domaines 1
- D. Environnement 1
- D. Eaux et Forêts 1
- SR MIM /Thiès 1
- Intéressé 1
- JORS 1/17